

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

1. Intitulé du projet

Procédure concernée (élaboration de PLU ou PLUi, révision de PLU ou PLUi, déclaration de projet impactant un PLU)	Territoire concerné
Modification Simplifiée de PLU	MONTCET

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi

Date de débat du PADD	Sans objet
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	Sans objet

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable	Monsieur le Maire de Montcet
Courriel	mairie-montcet@wanadoo.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1. Caractéristiques générales du territoire

Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	MONTCET
Nombre d'habitants concernés (au dernier recensement général de la population) Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	663 habitants (INSEE 2014)
Superficie du territoire	668 hectares

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : l'arrêté engageant la procédure

Cette procédure de Modification Simplifiée concerne l'évolution, la création et la suppression d'emplacements réservés inscrits au PLU de MONTCET.

Il s'agit d'une part de réduire l'emprise de l'emplacement réservé N°1, afin de permettre la création d'un emplacement réservé N°L2 lequel doit viser à mieux accompagner les réflexions portant sur les aménagements liés au projet de création de logements prévu à côté de l'église. Il s'agit d'accueillir les espaces collectifs - à savoir les accès, cheminements et stationnements - nécessaires à l'opération de logements locatifs sociaux projetée au centre-bourg.

D'autre part, la commune ayant acquis les terrains correspondant à l'emplacement réservé N°4 - ayant pour objet l'aménagement de l'école -, il n'apparaît plus opportun aujourd'hui de le maintenir. La commune profite ainsi de cette procédure de modification simplifiée pour le supprimer.

Annexe 1 : arrêté du Maire n°028/2017/nat.2.1 en date du 23/11/2017 ayant prescrit la procédure de modification simplifiée du PLU de MONTCET

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale

Sans objet (non concerné). Aucune modification n'est pas apportée au PADD

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ? Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

L'évolution portera sur :

- La réduction de l'emprise de l'emplacement réservé N°1 et la création d'un emplacement réservé N°L2
- La suppression de l'emplacement réservé N°4

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la Commission départementale de consommation des espaces agricoles, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

Non, pas d'autre type de procédure ou consultation réglementaire.
Il n'est pas prévu d'enquête publique, compte tenu du cadre de la procédure (modification simplifiée)

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	La commune est comprise dans le périmètre du SCOT Bourg Bresse Revermont, lequel s'impose au PLU. → Le SCOT a été approuvé le 14 décembre 2016 et intègre les dispositions de la loi Grenelle 2. Mais sans objet concernant la présente procédure de Modification Simplifiée
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non

- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Le SDAGE Rhône-Méditerranée, entré en vigueur le 21 décembre 2015. Mais sans objet concernant la présente procédure de Modification Simplifiée
---	--

3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?

Non

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain

Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?

Sur quelles perspectives de développement (*démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée*) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?

Sans objet

La présente Modification Simplifiée ne concerne pas le zonage ; il n'est pas ouvert de nouvelles zones à l'urbanisation. Elle ne remet pas en cause les objectifs de maîtrise de la consommation de l'espace du PLU en vigueur.

Les emplacements réservés dont il est question sont situés au sein de la tâche urbaine et doivent permettre la réalisation d'espaces collectifs (accès, cheminements et stationnements) nécessaires à l'opération de logements locatifs sociaux projetée au centre-bourg.

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaine partie du territoire : oui/non ? Si oui :

Quelle est approximativement la superficie consommée ?

Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?

Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (*sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...*).

Sans objet

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle (régionale ou nationale) ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?		Non	
Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue (réseau écologique Rhône-Alpes) ? Continuité repérée par la commune ou l'intercommunalité, par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un schéma régional de cohérence écologique (SRCE) approuvé ?	Oui		<p>ZNIEFF de type II : ensemble formé par la Dombes des étangs et sa bordure orientale forestière.</p> <p>Le plateau de la Dombes, zone humide d'importance majeure, est essentiellement composé d'étangs. Son environnement permet une grande diversité du patrimoine biologique présent, avec une faune et une flore variée</p> <p>La procédure n'impact pas ces espaces naturels, localisés au Nord de la commune.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général...) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?	Oui		<p>Inventaire des zones humides réalisé par le département de l'Ain en décembre 2006. Plusieurs secteurs sont identifiés au Nord de la commune (plateau de la Dombes) autour de l'Irance et des étangs.</p> <p>La procédure n'impact pas les zones humides recensées sur la commune</p>

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),		Non	L'église de Montcet, le Moulin d'Izelet et les bords de l'Irance constituent des valeurs locales mais ne font pas l'objet d'un classement ou d'une inscription particulière.
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Absence de repérage par des documents supérieurs. Mais il existe de nombreux points de vue permettant d'avoir des visions sur l'église de Montcet depuis le Nord-Est du centre bourg, sur l'église de Bellas depuis l'Est du centre bourg, et des visions sur la vallée encaissée de l'Irance depuis le Sud de la commune.

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?		Non	La commune ne dispose pas de captage pour l'alimentation en eau potable sur son territoire. Montcet est alimenté à partir de captages situés à Saint Rémy et Polliat.
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un		Non	Néant.

SDAGE ?			
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		<p>La procédure n'a pas impact sur les besoins liés à l'eau potable.</p> <p>L'ensemble du territoire communal est desservi par le réseau d'eau potable. L'eau potable est une compétence du Syndicat Intercommunal des Eaux Veyre Reyssouze Vieux Jonc. La commune est alimentée par les zones de captage de Saint Rémy et de Polliat.</p>
Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Néant.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	Néant.
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		<p>La procédure n'a pas impact sur les besoins liés à l'assainissement.</p> <p>L'assainissement est une compétence communale. Cependant, l'assainissement autonome relève de la compétence de la Communauté d'Agglomération. Le bourg de MONTCET est desservi par un réseau collectif. Les communes de MONTCET et de Buellas possèdent une station d'épuration intercommunale à boues activées et aération prolongée. Cette STEP dispose d'une capacité de traitement de 1800 EH. En 2008, 470 habitants y étaient raccordés. Celle-ci est prévue pour 600 habitants.</p>

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	Néant

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?		Non	Néant.
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?		Non	Néant.

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>Le secteur visé par la présente procédure n'est pas concerné par la présence de risques.</p> <p>La commune de Montcet est exposée à deux types de risques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des risques d'inondations de plaine de type rapide de la rivière de l'IRANCE (plus particulièrement au Moulin d'Izelet, du Vieux-Jonc et du bief des Guinets). - des risques technologiques liés à la ligne électrique aérienne à haute tension (63Kv Cruet-Montrevel-Polliat) <p>Absence de risque géologique.</p> <p>Tous les secteurs soumis à ces deux risques sont inscrits pour leur plus grande partie dans une zone naturelle de protection stricte où aucune nouvelle construction n'est admise.</p>
Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	La commune n'est pas concernée par un PPR.
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?		Non	Le réseau viaire communal ne supporte pas un trafic supérieur à 5000 véhicules par jour ; et la commune n'est pas traversée par une voie ferrée à trafic important.

Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	
---	--	------------	--

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant.

4.7. Air, énergie, climat

Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	Néant

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Le présent formulaire d'examen est accompagné des annexes suivantes :

- **Annexe 1 :** Arrêté du Maire ayant prescrit la procédure de Modification Simplifiée (la délibération précisant les modalités de concertation sera prise ultérieurement)
- **Annexe 2 :** le dossier de Modification Simplifiée, comprenant un Additif au Rapport de Présentation (exposant l'objet de la procédure et détaillant les évolutions apportées au PLU, avec un extrait du zonage avant/après), un additif aux emplacements réservés, le zonage du PLU après Modification Simplifiée

6. Annexes (*rappel*)

Élaboration ou révision « générale » (article L. 123-13, I, CU) de PLU ou PLUi	Projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale	Sans objet
--	--	------------

	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur	Oui (Annexe 2)
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration	Oui (Annexe 2)
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, CU) et les déclarations de projet impactant un PLU :	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	Sans objet
Pour tous	Arrêté prescrivant la procédure	Oui (Annexe 1)